



Tuiniersforum des jardiniers – 14/07/2022

Manifeste de collectifs citoyens

Face aux crises, un moratoire sur la destruction des espaces naturels bruxellois est indispensable

1. La Région bruxelloise détruit méthodiquement ses derniers espaces naturels: les citoyens réagissent.

Mois de la nature, semaine de l'arbre, journées bruxelloises de l'eau etc. - les opérations de communication "vertes" se multiplient. Pourtant, concrètement, la Région n'infléchit pas ses pratiques de développement territorial, provoquant le recul de la nature à Bruxelles et contribuant également au problème climatique.

Entre 2003 et 2016, Bruxelles a perdu 14 % de ses espaces verts et la dynamique est loin d'être freinée à ce jour : des dizaines d'hectares d'espaces naturels, semi-naturels, verts, ainsi que la fragile biodiversité qui y loge, sont directement menacés. Outre les sites actuellement défendus par les citoyens : Mediapark et le Bois Georgin (1030), le Champ des Cailles (1170), la friche Josaphat (1030), le Donderberg (1020), le Marais Wiels (1190), le Meylemeersch (1070), le Val d'or (1200), le Keyenbempt (1180), La Plaine (1050), Tenreuken (1170), Hippodrome de Boitsfort (1180), Biestebroek (1070) ..., le substrat naturel bruxellois - ressource non renouvelable tant vantée par le plan Good soil de Bruxelles-Environnement - continue d'être grignoté à bas bruit par une multitude de chantiers non médiatisés.

Comment la Région parviendra-t-elle à respecter ses engagements, récemment revus à la hausse, en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), en continuant à détruire puits de carbone, arbres par milliers (Cité administrative, bois Georgin, Donderberg, Rempart des Moines, av. L. Bertrand, bd de Stalingrad, Square Riga, Tenreuken ...) et sols vivants ?

Concours de circonstance ou plutôt signe clair de préoccupations dans l'air du temps, la Commission européenne annonce un règlement sur la restauration de la nature dans l'espace européen visant notamment à stopper la perte des zones naturelles en milieu urbain dans un premier temps, avant de les développer dans un second temps.

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=COM:2022:304:FIN&from=EN>)

Inquiets et en colère, les associations de citoyens réagissent et se regroupent. En l'espace d'à peine 24 mois, les pétitions Stop Béton – Friche Josaphat, Save Donderberg, Champ des cailles, Let's save Tenreuken et Sauvons le Meylemeersch ont rassemblé ensemble plus-de 40 000 signatures !

2. Impact climatique massif de la construction et absence de comptabilité du bilan carbone : les citoyens réagissent

On sait le secteur de la construction très énergivore, surtout parce que l'empreinte climatique des matériaux de construction (ciment, sable, brique, béton, acier), due à leurs chaînes de production,



Tuiniersforum des jardiniers – 14/07/2022

transport et conditionnement, est très élevée. Ces connaissances ne sont pas prises en compte lors de l'évaluation des nouveaux projets de construction ou lors des opérations de démolition-reconstruction qui foisonnent sur le territoire régional (Rempart des Moines, rue Botanique, bd de Waterloo, rue Lebeau, etc.).

Les nouvelles constructions sur les derniers espaces naturels bruxellois sont les plus problématiques, à la fois pour le climat et pour la biodiversité. Leur impact climatique et écologique, comprenant les émissions de carbone des sols sacrifiés, ne pourra être évalué que si le calcul du bilan carbone des projets immobiliers, et particulièrement des Plans d'Aménagement directeurs (PAD), devient une obligation, soumise à l'appréciation des citoyens et de la commission de concertation.

Les Shifters Belgique ont lancé une pétition dans ce sens et seront amenés à en débattre en commission parlementaire. Les citoyens seront particulièrement vigilants aux procédures mises en œuvre lors de cette commission et ensuite.

À ce jour, nous avons toutes raisons d'être préoccupés : alors que nous savons déjà que la limitation du réchauffement à 1,5°C, en vertu de l'accord de Paris, ne sera pas respectée et que les effets actuels du changement climatique sont plus rapides et abrupts que prévus, y compris "chez nous", la Belgique n'est pas sur la bonne trajectoire de réduction des émissions de GES. De plus, une part significative de nos émissions de carbone ne sont pas comptabilisée parce qu'elles sont externalisées (importation de biens).

En vue d'atteindre l'objectif de la neutralité carbone en 2050 et de vivre dans une ville vivable, cesser d'artificialiser les sols vivants et d'abattre des arbres est un préalable absolument indispensable. En outre, priver Bruxelles des services écosystémiques de la nature contre la pollution de l'air, les îlots de chaleur, les inondations et en faveur de la santé mentale est une violence inacceptable envers tous les citoyens.

3. Impact massif de la construction sur la biodiversité et l'absence de mesures suffisantes : les citoyens réagissent

Concernant la biodiversité, l'extinction des espèces à Bruxelles est brutale, notamment pour les insectes et les oiseaux. Le gouvernement s'est engagé à soutenir la biodiversité, mais comment le faire en continuant à détruire les derniers grands écosystèmes en dépit des avertissements des naturalistes et écologues ?

À ce jour la Région mobilise les citoyens pour protéger ce qui reste de biodiversité, tandis qu'elle organise dans le même temps le saccage des conditions qui permettraient d'améliorer la situation : délivrance de permis d'urbanisme et d'environnement pour construire sur de grands espaces naturels abritant des milliers d'espèces, dont un quart dans le sol, refus de protection stricte d'espaces dédiés, interruption des trames verte et bleue, abattage administratif d'arbres encombrants etc. sont autant d'orientations écocidaires.

Agir contre le climat n'est plus tolérable, mais comme le rappelle avec urgence le GIEC, l'attentisme n'est pas non plus une option : tant qu'aucune politique climatique viable et circonscrite n'est établie, il est impératif de mettre à l'abri les richesses naturelles qui peuvent encore être sauvées en décrétant un moratoire sur la destruction des sols vivants.



Tuiniersforum des jardiniers – 14/07/2022

4. Perspective du 'PRAS 2024' : un moratoire est indispensable et urgent

La convergence du futur PRAS, du prochain Plan Nature et des élections communales et régionales en 2024/2025 doit être l'occasion d'écrire en droit la préservation des conditions d'un environnement sain et d'une ville vivable, dont le patrimoine commun et irremplaçable des sols vivants est le substrat.

Nous ne pouvons plus nous permettre de dilapider un foncier régional stratégique auquel nous n'aurons plus accès à l'avenir. Nous ne devons pas attendre le nouveau PRAS pour commencer à agir avec diligence et prudence : plus on attend et plus le coût écologique, humain, social et financier, que nous paierons tous, sera élevé. Une action immédiate signifie également la meilleure protection pour la population la plus fragile, qui est aussi la plus exposée aux conséquences de l'inaction climatique.

Dans l'attente du nouveau PRAS, il est urgent de sauver les écosystèmes menacés et d'empêcher toute action irréversible : un moratoire est indispensable.

Les signataires du présent manifeste demandent publiquement aux autorités régionales :

- 1) de déclarer immédiatement un moratoire sur la délivrance de toute autorisation d'endommager et détruire les espaces naturels bruxellois de manière à mettre à l'abri la biodiversité et les habitats naturels, préalable indispensable à une réflexion sereine et apaisée ;**
- 2) de faire du PRAS un outil de la politique climatique régionale au service de la biodiversité ;**
- 3) d'accorder une protection stricte et définitive aux sols vivants, qui ne doivent plus être artificialisés ;**
- 4) de garantir des zones à accès limité, strictement et définitivement protégées, dans les "hotspots" de biodiversité ;**
- 5) de 'déméraliser' les zones excessivement artificialisées créant des conditions de vie inadéquates privant les habitants de l'environnement sain garanti par l'article 23 de la constitution.**

Nous exigeons une ville faite avec les gens et la nature, pour vivre en harmonie dans une ville vivante !

Signataires (14/07/2022) :

Tuiniersforum des jardiniers ; Collectif Save Donderberg ; Sauvons la Friche Josaphat ; Marais Wiels Moeras ; Ami.e.s du Champ des cailles ; CCN Vogelzang CBN ; Let's save Tenreuken ; Comité de quartier Mediapark ; Sauvegardons Neerpede ; Bas les PAD ; Comité Tervueren-Montgomery ; Réseau Transition asbl ; Collectif pour les arbres, la biodiversité et la santé ; (AQABEF) Association des Quartiers d'Auderghem, Boitsfort, Etangs et Forêt ; Association du Quartier Léopold ; Haren Observatory ; Comité du Quartier Meunier asbl ; Le Début des Haricots ; comités du Haut Woluwe ; Wolu-Inter-Quartiers (WIQ) ; Collectif du Carré des Chardons ; Le jardin collectif Tour & Taxis ; le Collectif PADACCORD ; Les Amis de la Forêt de Soignes ; Bruxelles Nature ; l'Association de Comités de Quartier Ucclois (asbl A.C.Q.U.) ; ... (signatures en cours).